



**Cahier administratif et technique
de la consultation
n° 05/25**

Procédure adaptée

**« Prestations de conseil juridique pour la Caisse
nationale des Allocations familiales »
(4 lots)**

Le présent CATC est valable pour l'ensemble des quatre lots.

Avril 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - NATURE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 6 - DURÉE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 7 - FORME DU MARCHÉ	5
ARTICLE 8 - CADRE RÉGLEMENTAIRE	5
ARTICLE 9 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	5
ARTICLE 10 - LIEUX D'EXECUTION.....	5
ARTICLE 11 - DÉFINITION DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 12 - MODALITÉS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....	6
ARTICLE 13 - LIVRABLES ATTENDUS ET MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 14 - VÉRIFICATIONS ET décision (admission, ajournement, refaction, rejet)	8
ARTICLE 15 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXECUTION.....	10
ARTICLE 16 - RÉALISATION DES PRESTATIONS ET STATUT DU PERSONNEL	10
ARTICLE 17 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	11
ARTICLE 18 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS	14
ARTICLE 19 - PENALITÉS	16
ARTICLE 20 - PRIX	16
ARTICLE 21 - RÉGIME FINANCIER	17
ARTICLE 22 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	19
ARTICLE 23 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	20
ARTICLE 24 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE DU TITULAIRE.....	21
ARTICLE 25 - CONDITIONS DE RESILIATION	22
ARTICLE 26 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	23
ARTICLE 27 - RÉGLEMENT DES LITIGES.....	24
ARTICLE 28 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	25

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations de services relatives au conseil juridique pour la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf).

Il comprend quatre lots :

- **Lot 1 : droit privé.** Le droit privé comprend le droit civil, le droit de la responsabilité, le droit des contrats, le droit des assurances, le droit des personnes, la procédure civile.
- **Lot 2 : droit public.** Le droit public comprend le droit administratif, le droit de la commande publique, le droit public de la concurrence, la domanialité publique, la procédure administrative, le droit des finances publiques ;
- **Lot 3 : droit pénal.** Le droit pénal comprend, au sens large, le droit pénal spécial, le droit pénal des affaires, le droit pénal du travail, le droit de la presse et de la diffamation, le droit de la répression des fraudes et la procédure pénale ;
- **Lot 4 : droit de la propriété intellectuelle.** Le droit de la propriété intellectuelle et industrielle comprend le droit de la propriété intellectuelle, le droit de la propriété littéraire et artistique, le droit des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le droit de la propriété industrielle, le droit des brevets et des marques, le droit des licences, le droit de la contrefaçon, la réglementation relative au dépôt et à la gestion des marques, des dessins, des modèles brevets, des licences, et des diligences en matière de propriété industrielle (recherche d'antériorité, relations Inpi et autres).

ARTICLE 2 - NATURE DU MARCHÉ

Le marché concerne des prestations de services qui relèvent de l'annexe 3 (avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques) de la commande publique.

Il est passé selon une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-7 et R. 2123-8 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- d'une part, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) dénommée ci-après « le pouvoir adjudicateur » et représentée par son Directeur Monsieur Nicolas Grivel ou son représentant ;
- d'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent Cahier administratif et technique de la consultation (CATC) par l'expression « le titulaire ».

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GENERALES

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales ou son représentant.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-62 du code de la commande publique est Monsieur l'Agent Comptable de la Cnaf.

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur l'Agent comptable de la Caisse nationale des Allocations familiales. Il assure tous les règlements de sommes dues au titre du marché. Toutes les oppositions éventuelles doivent lui être adressées.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre d'importance décroissant :

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ;
- l'annexe financière ;
- Mise au point éventuelle et précision d'offre éventuelle (les mentions y figurant ont l'ordre de priorité des documents auxquelles elles se rapportent) ;
- le présent Cahier Administratif et Technique de la Consultation (CATC) ;
- l'annexe Cnaf « RGPD » ;
- le Cahier de Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021.
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique comprenant : le dossier technique réponse (DTR) et le mémoire technique du titulaire ;

En cas de contradiction ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus n'est admise.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les pièces du marché.

ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE

6.1 Durée initiale

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée initiale de 12 mois.

6.2 Reconduction

Le marché peut être reconduit trois fois, pour une durée de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

La reconduction du marché est tacite et le titulaire ne peut la refuser.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision unilatérale de non-reconduction du présent marché au moins cinq mois avant la date d'échéance annuelle en cours. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, de sa volonté de ne pas reconduire le marché.

ARTICLE 7 - FORME DU MARCHÉ

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire portant sur des prestations de services juridiques exécutées par émission de bons de commande.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique l'accord-cadre est conclu sans minimum de commande et avec un maximum fixé à :

	Montant maximum
Lot 1	30 000 € HT / 36 000 €TTC
Lot 2	30 000 € HT / 36 000 €TTC
Lot 3	30 000 € HT / 36 000 €TTC
Lot 4	30 000 € HT / 36 000 €TTC

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur et peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité du marché dans les conditions telles que fixées à l'article 12 du présent document.

ARTICLE 8 - CADRE REGLEMENTAIRE

Le titulaire se soumet aux règles professionnelles et déontologiques applicables aux prestations du présent marché mentionnées ci-après et à toute nouvelle norme qui viendrait les compléter ou les modifier, notamment :

- la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ;
- le décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat ;
- le décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat ;
- la décision à caractère normatif n°2005-003 portant adoption du Règlement intérieur national de la profession d'avocat (RIN) ;
- la charte organique de collaboration signée le 17 juin 2010 entre l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et le Conseil national des Barreaux.

ARTICLE 9 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'exécution du présent marché se déroulent en français. Tous les livrables attendus doivent être rédigés en langue française.

ARTICLE 10 - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations s'effectuent principalement dans les locaux du titulaire.

Le titulaire est également amené à se déplacer, le cas échéant, dans les locaux du siège du pouvoir adjudicateur situés 32 avenue de la Sibelle, 75685 Paris cedex 14.

ARTICLE 11 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Le marché concerne des prestations de conseils et d'analyses juridiques en droit privé, droit public, droit pénal et droit de la propriété intellectuelle.

Le titulaire s'engage à assurer, pour le compte du pouvoir adjudicateur, l'ensemble des missions qui lui sont vouées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la procédure engagée.

Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, suite à l'émission d'un bon de commande dans les conditions fixées à l'article 12 du présent document, des avis, des études, des analyses ou des expertises écrits sur toute question ou tout document transmis par le pouvoir adjudicateur qui nécessitent un travail de recherche et d'expertise approfondi pour conseiller, informer, alerter le pouvoir adjudicateur de tout risque et l'accompagner dans la détermination et la mise en œuvre de sa stratégie.

Les prestations comprennent les échanges téléphoniques et les courriels afférents à leur bonne exécution.

Le titulaire s'engage à assister le pouvoir adjudicateur avec diligence afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de ce dernier.

Ces prestations sont constituées sous la forme d'unités d'œuvre (UO) :

- avis juridique, qui correspond à un conseil juridique par écrit suite à une question simple posée par le pouvoir adjudicateur sur un point de droit précis (UO 1) ;
- étude juridique, qui correspond à la validation ou à une relecture d'analyse juridique ou de documents internes du pouvoir adjudicateur. La réponse apportée prend la forme d'une note écrite et développée (UO 2) ;
- analyse ou expertise juridique, qui correspondent à une question complexe nécessitant l'établissement d'un rapport écrit. Il s'agit d'une étude juridique plus approfondie donnant lieu à un travail de recherches et une étude plus approfondie (UO 3) ;
- réunion de travail ayant lieu dans les locaux du siège du pouvoir adjudicateur, d'une durée d'une demi-journée (soit 4 heures) avec l'établissement d'un compte-rendu de réunion (UO 4). Cette réunion doit se tenir dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande.

ARTICLE 12 - MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Les commandes passées au titulaire prennent la forme de bons de commande.

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de ses besoins, et notifiés au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Le début d'exécution des prestations commandées part à compter de la date d'émission du bon de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande pour faire part de ses observations.

En l'absence d'observations formulées dans ce délai, le bon de commande est réputé accepté par le titulaire.

En cas d'observations du titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 5 jour ouvré pour les examiner et prendre une décision. Si les observations sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur, il en informe sans délai le titulaire et lui notifie le bon de commande modifié. Si la personne publique décide de ne pas prendre en compte les observations du titulaire, ce dernier reste tenu d'exécuter le bon de commande initialement notifié.

La durée de validité d'un bon de commande correspond au délai de réalisation des prestations attendues compris entre l'émission du bon de commande et la réception des livrables, après vérification, sous réserve des prolongations éventuelles telles que prévues à l'article 15 du présent CATC.

Les bons de commande mentionnent obligatoirement :

- la référence du marché ;
- le numéro du bon de commande ou d'engagement ;
- le/les noms et la quantité d'unités d'œuvre commandées ;
- la description de la prestation attendue au titre de chaque unité d'œuvre commandée ;
- le cas échéant, le lieu d'exécution de la prestation et/ou le mode de réception des livrables attendus (envoi électronique ou lettre recommandée avec AR) ;
- les délais de remise des livrables attendus ;
- le montant total hors TVA, le montant de la TVA et le montant total TTC.
- le code service (Cnaf site de Paris, 32 avenue de la Sibelle, 75014 Paris).

En cas de défaillance du titulaire ou de retard dans la livraison des documents attendus, le titulaire encourt des pénalités de retard conformément aux stipulations de l'article 19 du présent document.

ARTICLE 13 - LIVRABLES ATTENDUS ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à permettre, en toutes circonstances, la réalisation des prestations demandées par le pouvoir adjudicateur. De même, il s'engage à assurer une mission de conseil et d'assistance auprès du pouvoir adjudicateur, dans le but de l'alerter et de prévenir les risques juridiques potentiels.

Dans un délai de 15 jours ouvrés maximum à compter de la notification du marché, il est prévu une réunion de lancement, dans les locaux du pouvoir adjudicateur, entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur en vue d'assurer la préparation et la bonne exécution des prestations.

13.1 Livrables attendus et délais de livraison

Le titulaire s'engage à fournir :

- **pour chaque entretien téléphonique**, un compte-rendu écrit, dès lors que le pouvoir adjudicateur en fait la demande par courriel. Il doit être fourni, sous format électronique, dans un délai de 2 jours ouvrés maximum à compter de la date d'envoi d'un courriel de demande ;

- **pour l'UO 1 « Avis juridique »**, un conseil juridique écrit sur un point de droit précis, dans un délai de 5 jours calendaires maximum à compter de la date d'émission du bon de commande passé dans les conditions de l'article 12 du présent CATC ;
- **pour l'UO 2 « Etude juridique »**, une note écrite et développée dans un délai de 10 jours calendaires maximum à compter de la date d'émission du bon de commande passé dans les conditions de l'article 12 du présent CATC ;
- **pour l'UO 3 « Analyse ou expertise juridique »**, un rapport écrit ou une étude approfondie dans un délai de 15 jours calendaires maximum à compter de la date d'émission du bon de commande passé dans les conditions de l'article 12 du présent CATC ;
- **pour l'UO 4 « Assistance à une réunion de travail »**, un compte-rendu de réunion écrit dans les 2 jours ouvrés maximum suivant la tenue de la réunion.

De plus et quelle que soit la prestation concernée, le titulaire doit réaliser, par courriel ou par téléphone, des retours d'informations, des recommandations et des conseils, auprès des correspondants du pouvoir adjudicateur désignés, dans les 24 heures maximum suivant la survenance de problèmes ou de risques juridiques, d'éléments nouveaux de tout ordre.

13.2 Modalités de livraison

Les documents à fournir par le titulaire au titre de ce marché sont livrés sous format électronique, aux adresses électroniques fournies au titulaire lors de la notification du marché. Sur demande expresse du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit également lesdits documents sous format papier, en un exemplaire, à l'adresse de la Caisse nationale des Allocations familiales, à l'attention des correspondants techniques désignés lors de la notification du marché. Ils sont livrés par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception par le pouvoir adjudicateur, et font l'objet d'un accusé de réception.

Tous les livrables demandés dans le cadre du présent marché doivent être livrés à l'en-tête du titulaire.

En cas de retard dans la livraison, le titulaire encourt des pénalités de retard conformément aux stipulations de l'article 19 du présent CATC.

Les risques afférents au transport et à la livraison des livrables incombent au titulaire.

ARTICLE 14 - VERIFICATIONS ET DECISION (ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION, REJET)

14.1 Opérations de vérification

A la réception de chaque livrable, le pouvoir adjudicateur procède aux vérifications qualitatives destinées à constater qu'ils sont conformes aux prescriptions prévues aux articles 11 et 13 ci-dessus et à l'offre technique du titulaire.

- Pour les livrables attendus au titre des UO 1 et 4, le pouvoir adjudicateur dispose de 5 jours ouvrés, à compter de la réception la plus tardive du livrable (format électronique ou format papier), pour procéder aux opérations de vérification ;
- Pour les livrables attendus au titre de l'UO 2, le pouvoir adjudicateur dispose de 5 jours ouvrés à compter de la réception la plus tardive du livrable (format électronique ou format papier) pour procéder aux opérations de vérification ;

- Pour les livrables attendus au titre de l'UO 3, le pouvoir adjudicateur dispose de 15 jours ouvrés, à compter de la réception la plus tardive du livrable (format électronique ou format papier), pour procéder aux opérations de vérification.

14.2 Décision

A l'issue des opérations de vérification pour chacun des livrables attendus, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- **Admission** : le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché ;
- **Ajournement** : le pouvoir adjudicateur estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire ;
- **Réfaction** : le pouvoir adjudicateur estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du marché, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, le pouvoir adjudicateur prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées ;
- **Rejet** : le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

Toutes les décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiées au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

Elles sont impérativement motivées sauf s'il s'agit d'une décision d'admission.

L'absence de notification par le pouvoir adjudicateur de sa décision dans les délais prévus n'entraîne par la réception des prestations.

En cas de décision de réfaction, d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose :

- pour les prestations relatives aux UO 1 et 4, de 1 jour ouvré ;
- pour les prestations relatives aux UO 2 et 3, de 3 jours ouvrés ;

pour présenter ses observations et procéder le cas échéant, aux mises au point et/ou corrections demandées.

Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

Si des corrections sont demandées, les pénalités de retard, prévues à l'article 19 du présent document, peuvent être appliquées.

Si le titulaire émet des observations ou remet une nouvelle version des livrables, le pouvoir adjudicateur dispose alors d'un nouveau délai de 5 jours ouvrés pour prendre une décision à compter de la remise du livrable.

Le rejet des prestations peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire conformément aux stipulations de l'article 25.1 du présent document.

Le paiement de chaque bon de commande est conditionné par la décision d'admission du pouvoir adjudicateur du dernier livrable attendu de l'unité d'œuvre considérée.

ARTICLE 15 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Le pouvoir adjudicateur peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution fixés par l'article 13.1 du présent document, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais contractuels.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, par courriel, informer le pouvoir adjudicateur des causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose pour cela d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai du marché ou du bon de commande, éventuellement prolongé.

ARTICLE 16 - REALISATION DES PRESTATIONS ET STATUT DU PERSONNEL

16.1 Réalisation des prestations

La réalisation des prestations par les profils décrits dans l'offre technique du titulaire, tout au long de l'exécution du marché, est un élément substantiel du marché.

Si une ou plusieurs personnes ne sont plus en mesure de réaliser les prestations, objet du marché, le titulaire doit en avertir le pouvoir adjudicateur immédiatement, par lettre recommandée avec avis de réception.

Le titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception de ce courrier, pour désigner un ou des remplaçants disposant de compétences équivalentes et en communiquer le nom et le profil au pouvoir adjudicateur. Il désigne la ou les personnes remplaçantes par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de cette information par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit veiller à ce que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le marché ne peut se poursuivre que si le pouvoir adjudicateur agréé par écrit, la ou les personnes remplaçantes, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de leur désignation par le titulaire.

En l'absence de proposition de remplaçant dans le délai imparti, ou si le pouvoir adjudicateur n'agréé pas les remplaçants, le marché peut être résilié aux torts du titulaire selon les stipulations fixées à l'article 25.1 du présent document.

Les stipulations du présent article ne peuvent entraîner aucun coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

16.2 Statut du personnel

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnes extérieures qu'il estime devoir mobiliser comme intervenants, dans le cadre du présent marché.

Les intervenants demeurent placés sous l'autorité du titulaire même si les interventions sont exécutées sur le site du pouvoir adjudicateur. ;

Tout accident ou maladie pouvant affecter les membres de l'équipe chargée de l'exécution du marché pendant la durée de la prestation relève du titulaire.

ARTICLE 17 - OBLIGATIONS DES PARTIES

17.1 Désignation des interlocuteurs pour le suivi de l'exécution du marché

17.1.1 Désignation des interlocuteurs pour le titulaire

Le titulaire désigne un correspondant dédié qui a pour mission d'assurer la coordination des prestations, lequel peut être chargé de l'exécution des prestations.

Il est joignable 5 jours sur 7, de 9 heures à 19 heures 30 par téléphone ou par courriel, à un point d'entrée unique dont les coordonnées sont fournies au pouvoir adjudicateur dès la notification du marché.

Il assure la réception des appels et la gestion des réponses à fournir au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de l'exécution du marché.

Conformément au dossier technique répons fourni, le titulaire ou son coordinateur désigne les intervenants dédiés, en charge de la réalisation des prestations commandées.

Les intervenants du titulaire sont joignables directement, par téléphone ou par courriel, 5 jours sur 7, de 9 heures à 19 heures 30.

Ils assurent la réception des appels, la gestion des réponses à fournir au pouvoir adjudicateur et le suivi de l'exécution des prestations qui les concernent.

17.1.2 Désignation d'un correspondant et d'un suppléant pour le pouvoir adjudicateur

A compter de la notification du marché et pour toute sa durée, le pouvoir adjudicateur désigne un correspondant et un suppléant comme interlocuteurs privilégiés du titulaire.

En cas de changement de correspondant ou de suppléant, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire dans les plus brefs délais afin de lui communiquer les informations sur le nouveau correspondant ou suppléant.

17.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter les règles éthiques et déontologiques de la profession d'avocat dans l'exécution de sa mission, et notamment :

17.2.1 Devoirs d'information, de conseil, d'alerte et de diligence

Le titulaire est tenu à une obligation d'information, de conseil, d'alerte et de diligence consistant à tenir informé le pouvoir adjudicateur du suivi et des risques juridiques afférents au dossier qu'il a à traiter dans le cadre du marché.

Il s'engage notamment à :

- signaler immédiatement toute difficulté rencontrée ou tout retard prévisible dans la réalisation des prestations et l'exécution des missions qui lui sont confiées ;
- vérifier la teneur de tous les documents, informations et renseignements qui lui sont confiés ou communiqués à l'occasion de l'exécution des prestations et missions définies dans le cadre du présent marché ;
- informer régulièrement le pouvoir adjudicateur du déroulement de l'exécution des prestations et missions, objet du présent marché ;
- accomplir les prestations et missions, objet du présent marché, dans des délais raisonnables, convenus et conformes aux intérêts du pouvoir adjudicateur.

De manière générale, le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations et des missions qui lui sont confiées.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner, outre les sanctions pénales et disciplinaires éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément à l'article 25.1 du présent document.

17.2.2 Obligations de secret professionnel, de discrétion professionnelle, de loyauté et de confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et aux obligations de discrétion professionnelle, de loyauté et de confidentialité qui s'imposent à sa profession et envers le pouvoir adjudicateur.

Il s'engage à respecter de façon absolue ces obligations et à les faire respecter par son personnel ou toute personne extérieure qu'il mobilise comme intervenant dans le cadre du présent marché durant toute son exécution et après son expiration.

Le secret professionnel et les obligations précitées s'étendent à tous les renseignements, faits, informations, études, décisions renseignements, contenus de fichiers, documents de quelque nature que ce soit dont le titulaire et toute personne extérieure qu'il mobilise comme intervenant dans le cadre du présent marché, auraient eu connaissance ou qui leurs seraient communiqués au cours de son exécution.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent marché, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur.

Les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires, échappant au contrôle du titulaire.

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais lorsque surgit un conflit d'intérêts avec d'autres de ses clients.

Le non-respect du secret professionnel et des obligations de discrétion professionnelle, de loyauté et de confidentialité peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourue, la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément à l'article 25.1 du présent document.

En cas de résiliation du marché dans les conditions fixées à l'article 25.1 du présent document, le titulaire est tenu de restituer sans délai les pièces qui lui ont été confiées par le pouvoir adjudicateur.

Le présent marché, ainsi que tout échange de courriers ou d'informations, quel qu'en soit le support, communiqué par l'une des parties à l'autre à l'occasion du présent marché ou à laquelle les parties pourraient avoir accès pendant son exécution, sont également considérés comme confidentiels et sont soumis à une obligation de secret.

17.2.3 Protection des données à caractère personnel

Le présent marché peut comporter des traitements de données à caractère personnel en cours d'exécution. Il est à ce titre soumis aux dispositions du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 concernant les données à caractère personnel et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à assurer la protection des données de façon constante et optimale conformément aux dispositions du règlement européen précité, à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée précitée et aux dispositions figurant dans l'annexe Cnaf « RGPD ».

En cas de perte ou de destruction partielle ou totale de données de son fait, le titulaire doit les reconstituer à ses frais avec les sauvegardes qu'il aura réalisées.

L'annexe Cnaf « RGPD » contractualise les obligations et les droits du pouvoir adjudicateur et du titulaire. Cette annexe définit la ou les personnes responsables du traitement et le ou les sous-traitants selon les définitions du règlement européen précité et de loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée précitée.

Toute modification de cette annexe s'effectue par accord du pouvoir adjudicateur et du titulaire par la signature du texte modificatif de l'annexe précitée, par voie d'avenant.

Dans le cadre de plans de sécurité gouvernementaux, la Cnaf pourra imposer un renforcement des contrôles d'accès physiques et logiques de ses équipements.

L'exigence de la garantie d'un haut niveau de sécurité s'applique au site principal (pré production, production, recette, développement), à celui de secours, au site de sauvegarde éventuel ainsi qu'au personnel d'exploitation du titulaire ou de tout sous-traitant qui pourrait accéder aux données.

Afin d'assurer la sécurité des données, les données et les outils utilisés par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, sont hébergés exclusivement dans un pays garantissant un niveau de protection adéquat au sens de la réglementation sur la protection des données en vigueur de l'Union européenne.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect des obligations de protection et de sécurité des données fixées dans le présent article, y compris l'annexe Cnaf RGPD, par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, peut entraîner le refus du transfert ou la cessation du transfert des données par le pouvoir adjudicateur et la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire et ce sans indemnité.

La responsabilité pénale du titulaire peut être engagée sur le fondement des articles 226-17 à 226-22 du Code pénal.

17.3 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire tous les documents, renseignements et informations qu'il détient pour permettre au titulaire de réaliser les prestations qu'il doit effectuer.

En cas de réunions dans ses locaux, le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire des moyens matériels satisfaisants lui permettant d'effectuer sa mission dans de bonnes conditions.

Le correspondant technique et/ou le suppléant du pouvoir adjudicateur sont chargés des opérations de vérifications et décisions de réception prévues à l'article 14 du présent document.

ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS

Par application de l'article 35.1.2 – 3° du cahier des clauses administratives générales de prestations intellectuelles, tous les résultats produits dans le cadre du marché sont qualifiés de confidentiels.

Dès lors, la cession des droits attachés aux prestations et missions effectuées dans le cadre du présent marché, est réalisée à titre exclusif et définitif.

La cession est valable pour tous pays du monde, sans exception, où ils font l'objet d'une protection, en toutes langues, pour tout le temps que dureront les droits de propriété intellectuelle légale des droits d'auteur ou de leurs ayant droit, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée, ainsi que sous toutes formes ou toutes présentations et par tous procédés.

La présente cession est faite selon les formes prescrites par le droit de la propriété intellectuelle, et entendu de la façon la plus large possible, quant à leur domaine d'exploitation.

S'agissant des éléments fournis par le titulaire au titre du présent marché, ce dernier cède au pouvoir adjudicateur les droits patrimoniaux d'auteur qui lui sont dévolus par la loi et qui suivent :

- le droit d'utilisation le plus largement entendu, le droit d'usage de tout ou partie des éléments fournis par le titulaire dans le cadre du présent marché ;
- le droit de reproduire et de faire reproduire tout ou partie des éléments fournis par le titulaire dans le cadre du présent marché par tout moyen et sur tout support connu ou inconnu à ce jour ;
- le droit de représenter ou de faire représenter, de diffuser ou de faire diffuser, de publier ou de faire publier, d'exploiter ou de faire exploiter, tout ou partie des éléments fournis par le titulaire dans le cadre du présent marché, notamment sous forme matérielle, électronique, informatique, connue ou inconnue à ce jour, quel qu'en soit le support (papier, bandes magnétiques, disques, disquettes, vidéodisques, compacts disques, Dvd, Divix) et sous forme imprimée (presse, périodique, magazine, pré ou post-publication) quels que soient le format et la présentation ;
- le droit de communiquer ou de faire communiquer à des tiers tout ou partie des éléments fournis par le titulaire dans le cadre du présent marché et à la diffusion (radio, télévision) par voie hertzienne, télécoms, par câble, par satellite, sur l'Internet, l'Intranet ou l'Extranet ;
- le droit d'adapter ou de faire adapter, de modifier, d'évoluer et/ou de transformer tout ou partie des éléments fournis par le titulaire dans le cadre du présent marché sans que cela puisse être considéré comme une atteinte aux droits du titulaire et notamment de ses droits moraux ;
- le droit de traduire ou faire traduire tout ou partie des éléments fournis par le titulaire dans le cadre du présent marché, et le cas échéant, de l'adapter ou de le faire adapter aux conditions locales du pays considéré.

Les droits cédés visés ci-dessus concernent les éléments suivants :

- l'ensemble des supports utilisés tels que le papier, les maquettes, les dessins, les photographies, les illustrations, les logos, les schémas, les supports magnétiques, optiques, numériques ou informatiques ou cédérom ou Dvd ou Divix ;
- les modes d'exploitation de ces supports concernant la télévision, les modes par voie d'affichage, par presse ;
- les procédés d'exploitation s'entendent, outre de l'Internet, de l'Intranet, de l'Extranet, par réseau hertzien, par câbles et/ou par satellites, par télétransmission, par télécommunication, par impression, par topographie, par télécopie, par transmission électronique, par messagerie électronique ou par réseau informatique.

Il est clairement entendu entre les parties que le pouvoir adjudicateur peut céder, concéder ou donner en licence les droits tels que mentionnés dans le présent article à des tiers, et notamment, à ses ministères de tutelle, aux Caisses d'Allocations familiales (Caf), unions, associations ou fédérations de Caf, lesquels peuvent en user dans les mêmes conditions que le pouvoir adjudicateur, telles que prévues dans le cadre du présent article.

Il est entendu que les données fournies par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché restent la propriété du pouvoir adjudicateur.

Les transferts de propriété ont lieu aux dates de décisions d'admission des livrables.

Toutefois, en cas de résiliation du marché, pour quelle que cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur devient propriétaire, dès la date de résiliation, de l'ensemble des documents et études réalisés au titre de ce marché ou en cours d'exécution.

Le titulaire garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations et avoir conclu, le cas échéant, les cessions nécessaires avec les auteurs. Il garantit

le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle des livrables fournis au titre du présent marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble de jouissance des livrables fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

ARTICLE 19 - PENALITES

Le titulaire s'engage pendant toute la durée du marché à assurer le bon fonctionnement du service, de façon continue sous peine d'application de pénalités.

Les pénalités peuvent être appliquées, sans mise en demeure préalable, dès lors qu'un manquement ou un retard est constaté dans l'exécution des prestations par le titulaire.

Pénalités pour défaillance ou retard dans l'exécution des prestations :

Le titulaire encoure une pénalité forfaitaire de 50 euros HT pour tout manquement à ses obligations ou par jour ouvré de retard dans la remise des livrables constaté le pouvoir adjudicateur dans l'exécution des prestations, objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire du ou des manquements constatés et/ou de ce retard par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception.

Les pénalités peuvent être cumulées et sont retenues sur les sommes dues au titulaire pour l'exécution de la prestation en cause.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1.000 euros HT pour l'ensemble du marché.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de résilier le marché dans les conditions définies à l'article 25 ci-après.

ARTICLE 20 - PRIX

Le marché est traité sous forme d'unités d'œuvre, telles que définies à l'article 11 du présent CATC.

▪ Type de prix

Les prix initiaux sont unitaires (unités d'œuvres).

▪ Forme des prix

Les prix initiaux sont révisables annuellement dans les conditions visées ci-dessous à l'article 20.2.

▪ Contenu des prix

Les prix figurent dans l'annexe financière et comprennent tous les frais relatifs à l'exécution des prestations, notamment :

- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration du titulaire et d'organisation matérielle en cas de réunion de travail dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou sur le territoire national ;
- les frais de recherches, d'études, d'analyses, de courriels, de communications téléphoniques pour tous les contacts relatifs à une sollicitation du pouvoir adjudicateur ;
- les frais de rédaction, de bureautique, de reprographie, d'envoi et de livraison des livrables attendus ;
- les frais de conseils ou d'assistance sous toutes leurs formes, y compris l'assistance à la rédaction de courriers, de réponses ou d'actes ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les autres frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations ;
- les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le titulaire certifie que les prix proposés au pouvoir adjudicateur n'excèdent pas ceux pratiqués à l'ensemble de sa clientèle.

20.2 Révision des prix initiaux

Cette révision s'applique aux prix initiaux des prestations figurant à l'annexe financière.

Les prix initiaux sont révisés annuellement, à l'issue d'une période de douze mois suivant la date de début du marché, puis à chaque date anniversaire de celui-ci, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \left[0,40 + 0,60 \frac{ICHT - M}{ICHT - M_0} \right],$$

Dans laquelle

- P désigne le prix révisé HT ;
- P₀ désigne le prix HT figurant dans la proposition financière ;
- ICHT-M désigne l'indice du coût horaire du travail révisé- tous salariés « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (source : INSEE).

L'indice de départ est l'indice du mois d'établissement de l'offre (ICHT-M₀).

L'indice d'arrivée est l'indice du mois anniversaire de l'établissement de l'offre (ICHT-M).

ARTICLE 21 - REGIME FINANCIER

21.1 Facturation

Après décision d'admission définitive de l'ensemble des prestations attendues conformément aux stipulations de l'article 14.2 du présent document, le titulaire dépose et transmet ses factures électroniques sur le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

Outre les mentions légales, le pouvoir adjudicateur exige que les factures émises comprennent *a minima* les informations suivantes :

- la référence et l'objet du marché ;
- la date d'émission de la facture ;
- l'identité de l'émetteur et du destinataire et leur numéro SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établi par l'émetteur de la facture ;
- le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande ou transmis par le site désigné ci-dessous ;
- le code d'identification du service en charge du traitement (code service), à savoir le site de Paris (32 avenue de la Sibelle, 75014 Paris) ;
- la date de livraison des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées (unités d'œuvre) ;
- le prix unitaire de chaque prestation réalisée ;
- le montant global hors taxes et le montant total de la taxe à payer ainsi que, la répartition de ces montants par taux de TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

La vérification de la facturation est effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations définies ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur procède ensuite au règlement correspondant.

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliaant ses paiements au crédit du compte dont le titulaire a fourni les références.

21.2 Délai de paiement

21.2.1 Point de départ du délai de paiement

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est fixé, pour les prestations, par la plus tardive des deux dates entre :

- la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ;
- la date de la décision d'admission des prestations.

La demande de paiement étant transmise par voie électronique, sa date de réception correspond à la date de réception du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail « CHORUS PRO ».

21.2.2 Suspension du délai de paiement

Le délai peut être suspendu une fois, s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par le pouvoir adjudicateur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

21.2.3 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

21.2.4 Délai de paiement du sous-traitant

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application du titre II de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance est identique à celui applicable au titulaire.

Ce délai court à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 2193-12 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa de ce même article.

21.2.5 Modalités de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 22 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire doit pouvoir justifier de l'inscription à son ordre professionnel et avoir souscrit toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du présent marché.

Le titulaire doit être assuré pour couvrir sa responsabilité civile professionnelle qu'il peut engager à l'occasion des actes de toute nature accomplis pendant l'exécution du marché et qui causeraient un préjudice ou une perte de chance au pouvoir adjudicateur ou à un tiers.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques couverts et sa période de validité dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Dans le cadre du contrat d'assurance souscrit par le titulaire, il est entendu qu'il prend intégralement à sa charge, s'il y a lieu, la franchise qui y serait stipulée.

Le titulaire déclare jouir d'une assurance civile professionnelle au titre de sa responsabilité relative au maniement de fonds (garantie comptes Carpa).

Par ailleurs, le titulaire reconnaît être responsable du personnel et des moyens mis à la disposition du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Ainsi, le titulaire est responsable de tout dommage, quelle qu'en soit la nature, causé aux personnes travaillant pour son compte, au personnel du pouvoir adjudicateur, à ses biens et aux tiers ou à leurs biens du fait :

- de son personnel salarié ou non, et de ses partenaires, en activité de travail ;
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire au cours de l'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

ARTICLE 23 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir

adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent marché, le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 24 - REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE DU TITULAIRE

24.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre des articles L. 8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- 1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- 2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D.8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr/>, rubrique « Connexion fournisseur ».

24.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, n'apporte pas

la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le marché est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut alors décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 25 - CONDITIONS DE RESILIATION

Les modalités de résiliation de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents sont régies par le chapitre 7 du CCAG PI.

25.1 Résiliation aux torts du titulaire

En complément de l'article 39 du CCAG PI, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, voire à ses frais et risques :

- en cas de rejet des prestations dans les conditions fixées à l'article 14.2 du présent document, sans mise en demeure préalable ;
- en cas d'absence de remplaçant ou de son non agrément conformément à l'article 16.1 du présent document, sans mise en demeure préalable ;
- en cas de non-respect des obligations visées à l'article 17 du présent document, sans mise en demeure préalable et sans qu'il ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit ;
- en cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 26 du présent document ;
- en cas de non-respect des stipulations de l'article 24 du présent document ;
- en cas de refus d'exécution d'un bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 12 du présent document.

Sauf dans les cas prévus au présent CCAP et aux h, j, m et n de l'article 39.1 du CCAG PI, une mise en demeure préalable assortie d'un délai d'exécution et précisant le manquement aux obligations, la sanction envisagée et la date effective de résiliation est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine. Si la mise en demeure est infructueuse, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire.

La date d'effet de la résiliation est indiquée dans le courrier adressé au titulaire.

Lorsque la résiliation est prononcée aux torts du titulaire, celui-ci ne peut prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut exiger la remise de toutes les prestations en cours d'exécution et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant son exécution et dont il est le dépositaire.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit du pouvoir adjudicateur, des droits de propriété des produits fournis par le titulaire.

De plus, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, dans un délai de 6 mois à compter de la date effective de résiliation, de passer, aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de

toute ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent marché. Dans un tel cas, le pouvoir adjudicateur le mentionne expressément dans la décision de résiliation.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

25.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution du marché, en l'absence de faute du titulaire, par une décision de résiliation, dans les cas prévus par les articles 37, 38 et 40 du CCAG PI.

La résiliation prononcée en application des articles 37, 38 et 40 du CCAG PI fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 41 du CCAG-PI.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine. Elle emporte résiliation du marché à la date fixée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à 5 % de la différence entre le montant estimatif hors taxes du marché et le montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession au profit du pouvoir adjudicateur, des droits de propriété des résultats fournis par le titulaire. Le titulaire est tenu de remettre toutes les prestations en cours d'exécution et de restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

ARTICLE 26 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

A défaut d'information du pouvoir adjudicateur sur tout changement dans la situation du titulaire, ce dernier encourt la résiliation du marché conformément aux stipulations de l'article 25.1 du présent CATC.

26.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tous moyens permettant de donner date certaine.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

26.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale (clause de réexamen)

Lorsque le changement de situation du titulaire entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, ...), il peut être envisagé d'établir un avenant entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire portant transfert du marché. Le pouvoir adjudicateur n'est pas contraint d'accepter la passation dudit avenant.

En cas d'acceptation, des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau R.I.B. seront à fournir.

Conformément à l'article R.2194-6 du code de la commande publique, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial.

Le non-respect par le titulaire de son obligation d'information de changement de situation peut entraîner la résiliation aux torts du titulaire conformément à l'article 25 du présent document.

26.3 Changement entraînant la modification du groupement titulaire (clause de réexamen)

Au cours de l'exécution du présent marché, lorsqu'un changement (*sortie volontaire du groupement et remplacement dans celui-ci avec accord des autres membres, rachat d'un des membres du groupement, modification sociale, etc.*) entraîne la modification du groupement d'opérateurs économiques titulaire du présent marché, les parties conviennent de se rapprocher afin d'envisager, sous réserve que le ou les nouveau(x) membre(s) dudit groupement apporte(nt) la preuve de sa/leur capacité à assurer la continuité de l'exécution du marché, la passation d'un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau groupement.

ARTICLE 27 - REGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est soumis au Droit français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de non résolution à l'amiable du différend, il peut être fait application de l'article R. 2197-24 de la commande publique concernant le médiateur des entreprises et de l'article R. 2197-16 du code de la commande publique concernant les comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

A défaut, l'une des parties peut choisir de porter le différend non résolu devant la juridiction compétente.

En cas de litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution du marché, la juridiction compétente est celle dont relève le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 28 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

CCAG-PI	CATC
Article 3.4.3 « Conduite des prestations par une personne nommément désignée »	Article 16.1 « Réalisation des prestations et statut du personnel » : En cas de remplacement par le titulaire d'un de ses intervenants, il dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de cette information par le pouvoir adjudicateur pour désigner un ou des remplaçants au lieu d'un mois
Article 3.7.2 : « Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion »	Article 12 « Modalités de passation des bons de commande » : Le titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande pour faire part de ses observations
Article 4.1 « Ordre de priorité »	Article 5 « Documents contractuels » : Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant : <ul style="list-style-type: none"> • l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ; • l'annexe financière ; • Mise au point éventuelle et précision d'offre éventuelle (les mentions y figurant ont l'ordre de priorité des documents auxquelles elles se rapportent) ; • le présent Cahier Administratif et Technique de la Consultation (CATC) ; • l'annexe Cnaf « RGPD » ; • le Cahier de Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021. • le cas échéant, les actes spéciaux de

	<p>sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'offre technique comprenant : le dossier technique réponse (DTR) et le mémoire technique du titulaire ; •
<p><u>Article 13.1.2 « Délai d'exécution » :</u> Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification</p>	<p><u>Article 12 « Modalités de passation des bons de commande » :</u> Le délai d'exécution des prestations demandées part à compter de la date d'émission du bon de commande</p>
<p><u>Articles 13.3.2 et 13.3.3 « Prolongation du délai d'exécution »</u></p>	<p><u>Article 15 « Prolongation des délais d'exécution » :</u> Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés, à compter de la survenance des causes faisant selon lui obstacle à l'exécution du marché dans le délai imparti, pour effectuer sa demande de prolongation des délais d'exécution au lieu de 15 jours. Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai maximum de 5 jours ouvrés maximum au lieu de 15 jours à compter de la réception de la demande</p>
<p><u>Articles 14.1 et 14.3 « Pénalités pour retard »</u></p>	<p><u>Article 19 « Pénalités pour manquement ou retard dans l'exécution des prestations » :</u> Lorsque le délai contractuel d'exécution d'une prestation est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire au lieu d'une pénalité calculée selon à une formule paramétrique. Même si le montant total des pénalités ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché, aucune exonération des pénalités n'est prévue.</p>
<p><u>Article 28 « Opérations de vérification » et 29 « Admission, ajournement, réfaction et rejet » :</u></p>	<p><u>Article 14 « Vérification et décisions » :</u> Les délais prévus à l'article 14 du CATC remplacent ceux prévus au CCAG. Par ailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, la présence du titulaire lors des opérations de vérification n'est pas prévue. - Par dérogation au second alinéa de l'article 29 du CCAG, l'absence de notification par le pouvoir adjudicateur de sa décision dans les délais prévus au CATC n'entraîne pas la réception des prestations.